

ou sur l'activité des pays du Pacte de Varsovie, dans le cas où l'une quelconque des nations subjuguées commencerait à s'agiter. Les Canadiens n'auront sûrement pas la naïveté de supposer que cet article a été conçu à notre avantage. Assurément, nos relations avec les États-Unis et nos alliés de l'OTAN en pâtiraient. C'est sans importance, sauf que la Russie continue de vouloir gagner sur tous les tableaux. Dans le numéro du 20 mai 1971 du *Telegram* de Toronto, on cite les propos suivants qu'aurait tenus le premier ministre (M. Trudeau):

● (4.50 p.m.)

Le Canada risquerait de perdre sa personnalité à cause du voisinage écrasant des États-Unis, et c'est pourquoi il nous faut diversifier nos relations avec d'autres pays.

C'est jouer sur les mots. C'est dénaturer les faits. Il faudrait un débat complet à la Chambre sur la menace dont a parlé le premier ministre.

**Des voix:** Bravo!

**M. McCutcheon:** Si le gouvernement était vraiment sincère, s'il voulait tenir une discussion fructueuse et se confier aux Canadiens, j'estime que cette affaire aurait pu être traitée de façon différente.

**L'hon. M. Sharp:** Comment?

**M. McCutcheon:** Êtes-vous encore premier ministre suppléant ou...

**L'hon. M. Sharp:** Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

**M. McCutcheon:** Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures demande: «Comment?» Le ministre n'a pas voulu que la Chambre soit saisie de cette question pendant la période réservée aux initiatives ministérielles. Le premier ministre était censé se présenter lundi avec un discours préparé et chaque parti de l'opposition aurait obtenu quelques minutes pour répondre. Cela n'aurait rien donné, sauf un petit débat de cinq minutes.

Je voudrais commenter les propos que le premier ministre suppléant (M. Sharp) a tenus ce matin. A mon humble avis, il a exposé un argument bien spécieux. Il a établi un parallèle entre certains accords conclus par des gouvernements antérieurs et le protocole actuel. Il a parlé de 1961 et d'autres années. En réalité, il comparait des pommes et des melons d'eau, s'il faut en croire ce que le premier ministre a dit cet après-midi. Ces accords antérieurs, établis sans l'approbation de la Chambre comme il l'a rappelé, n'ont rien de commun avec celui-ci. Pour parler ainsi, je m'appuie sur le fait que les autres accords ne modifiaient pas la politique ni l'orientation.

**L'hon. M. Sharp:** Celui-ci non plus.

**M. McCutcheon:** D'après le ministre, celui-ci non plus, mais ce n'est pas ce qu'on laisse entendre au peuple canadien.

**L'hon. M. Sharp:** Ce que l'opposition laisse entendre.

**M. McCutcheon:** Je crois que d'autres députés veulent participer au débat. Je n'en dirai pas plus long. Je terminerai en disant à quel point je suis inquiet au sujet de certains incidents qui surviennent dans notre pays et dont le député de Cochrane (M. Stewart) a parlé hier soir

à la télévision. Il a mentionné des étudiants marxistes qui bénéficiaient des largesses du gouvernement. J'ai ici un article paru dans le *Telegram* de Toronto. On y rappelle l'ironie d'une subvention de \$3,500 accordée par le Conseil des Arts du Canada à M<sup>me</sup> Phyllis Clarke, ancienne présidente du parti communiste de l'agglomération métropolitaine de Toronto. Et à cet égard, j'aimerais citer une phrase extraite de la charmante petite plaquette intitulée «Politique étrangère au service des Canadiens», publiée par le ministère des Affaires extérieures. Voici: L'action à l'étranger doit émaner directement des politiques nationales établies au Canada et servir les mêmes fins.

Il se peut que de nombreux Canadiens n'aient pas vu ou lu cette phrase mais je crois qu'il est temps qu'on la leur rappelle. Je vais la répéter:

L'action à l'étranger doit émaner directement des politiques nationales...

Si la politique nationale est d'appuyer les marxistes, où irons-nous?

**Des voix:** Bravo!

**M. Bell:** Monsieur l'Orateur, un député du parti créditiste attend depuis quelque temps pour prendre la parole. Si la Chambre y consent à l'unanimité, nous pourrions peut-être poursuivre le débat pendant cinq minutes.

**M. l'Orateur suppléant:** La présidence accepte volontiers cette proposition. Je sais que le député voudrait avoir quelques minutes. La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur le président, je remercie la Chambre de la grande courtoisie avec laquelle elle m'a permis de dire quelques mots au sujet du voyage du très honorable premier ministre (M. Trudeau) en U.R.S.S.

Nous sommes heureux de constater que le très honorable premier ministre a si bien su faire les choses. Il était opportun, à mon sens, que ce voyage se fasse, et je crois qu'il en sortira quelque chose de bon, de pratique pour le Canada.

Monsieur le président, vu qu'il est cinq heures, je ne voudrais pas être trop long, mais je voudrais féliciter le très honorable premier ministre du beau voyage qu'il a fait et du compte rendu qu'il en a fait et le remercie de nous avoir donné copie du protocole, de même que du compte rendu des discussions qu'il a eues avec les représentants de ce pays.

Il faut se tenir directement en contact avec tous les pays du monde, quels que soient leurs idéologies, leur pensée politique et leur type d'économie.

Nous devons nous rendre compte que la politique relative à l'économie a quelque chose de bon, même si nous différons d'opinion sur les idéologies des autres pays. Nous sommes en face de deux grandes idéologies: le capitalisme et le communisme.

L'idéologie capitaliste a du bon, même si elle comporte de grandes lacunes qui devraient être comblées.

Il y a aussi des lacunes dans l'idéologie communiste, car elle spolie certains citoyens, de leur liberté, à l'encontre du capitalisme.